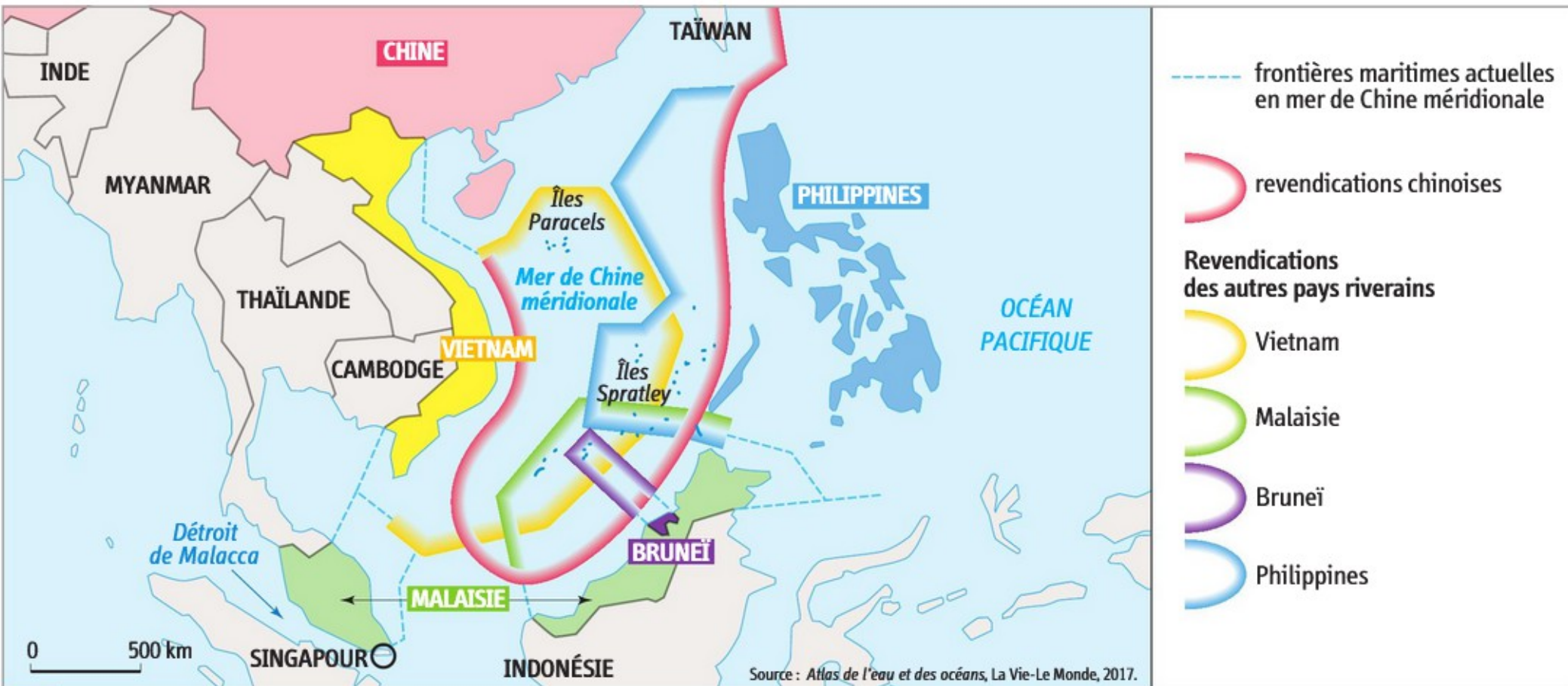
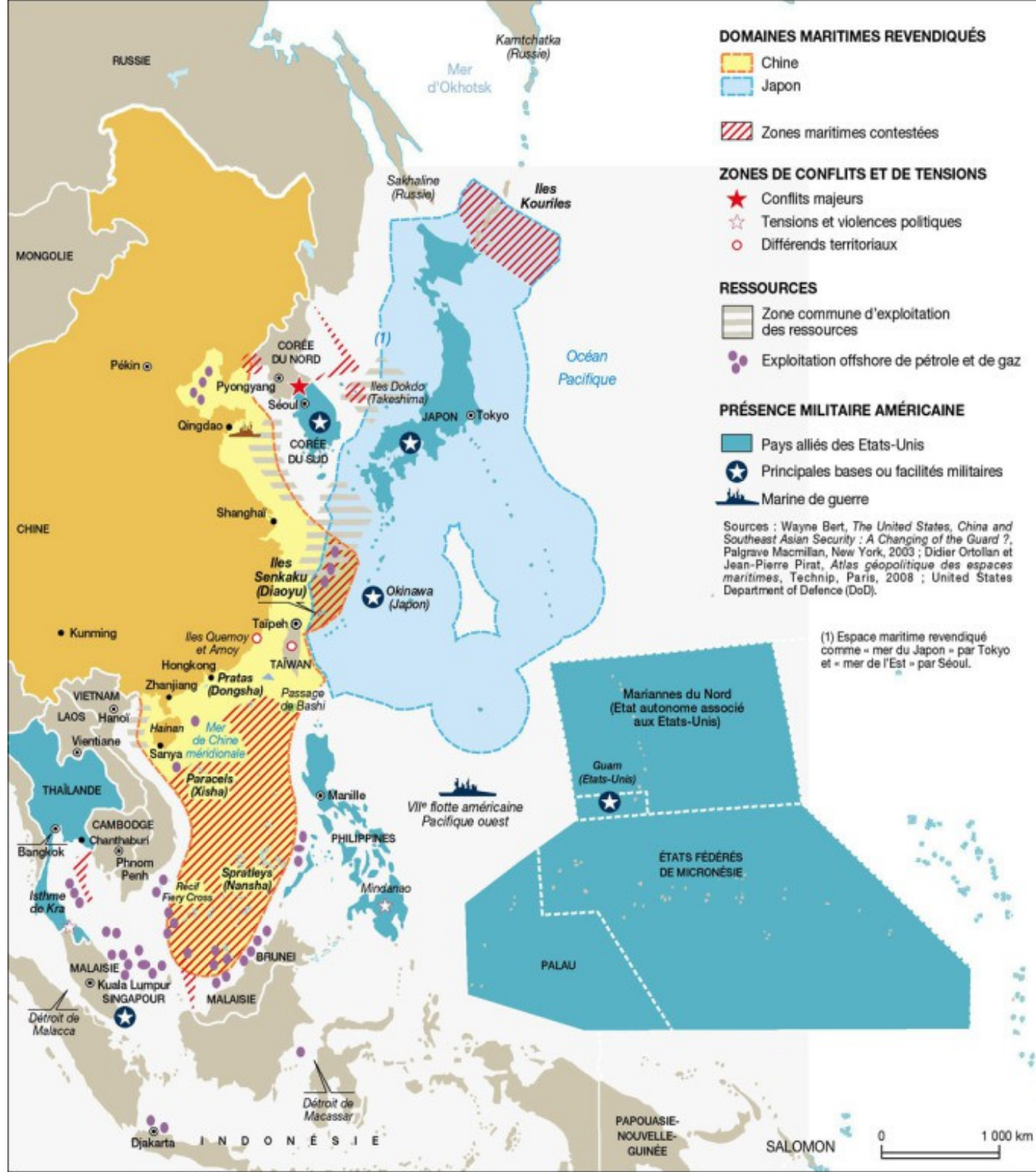


III - délimiter et gérer les conflits

2 - les conflits et les enjeux géopolitiques et économiques



5 Concurrences territoriales en mer de Chine méridionale

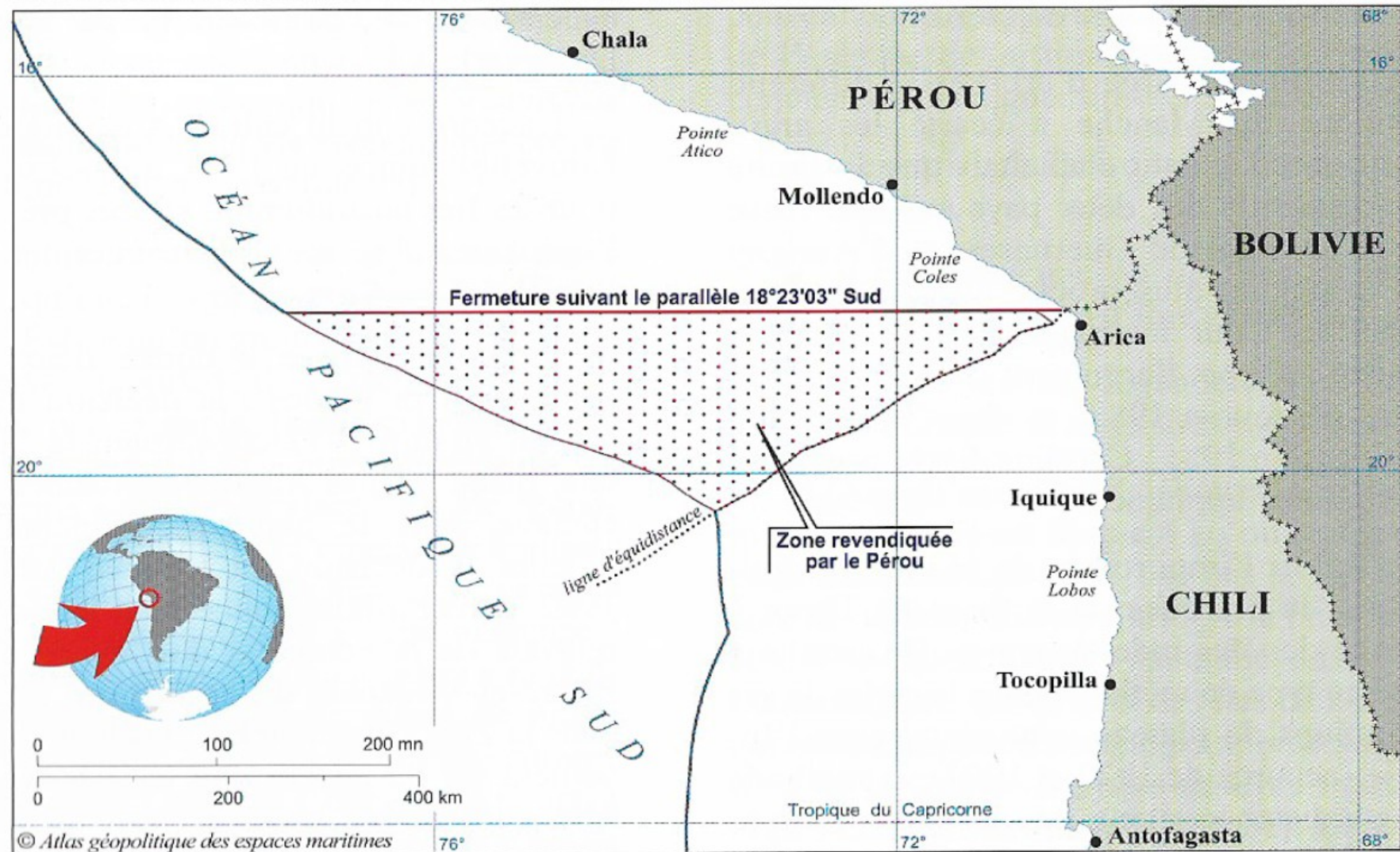


Délimitation entre le Chili et le Pérou

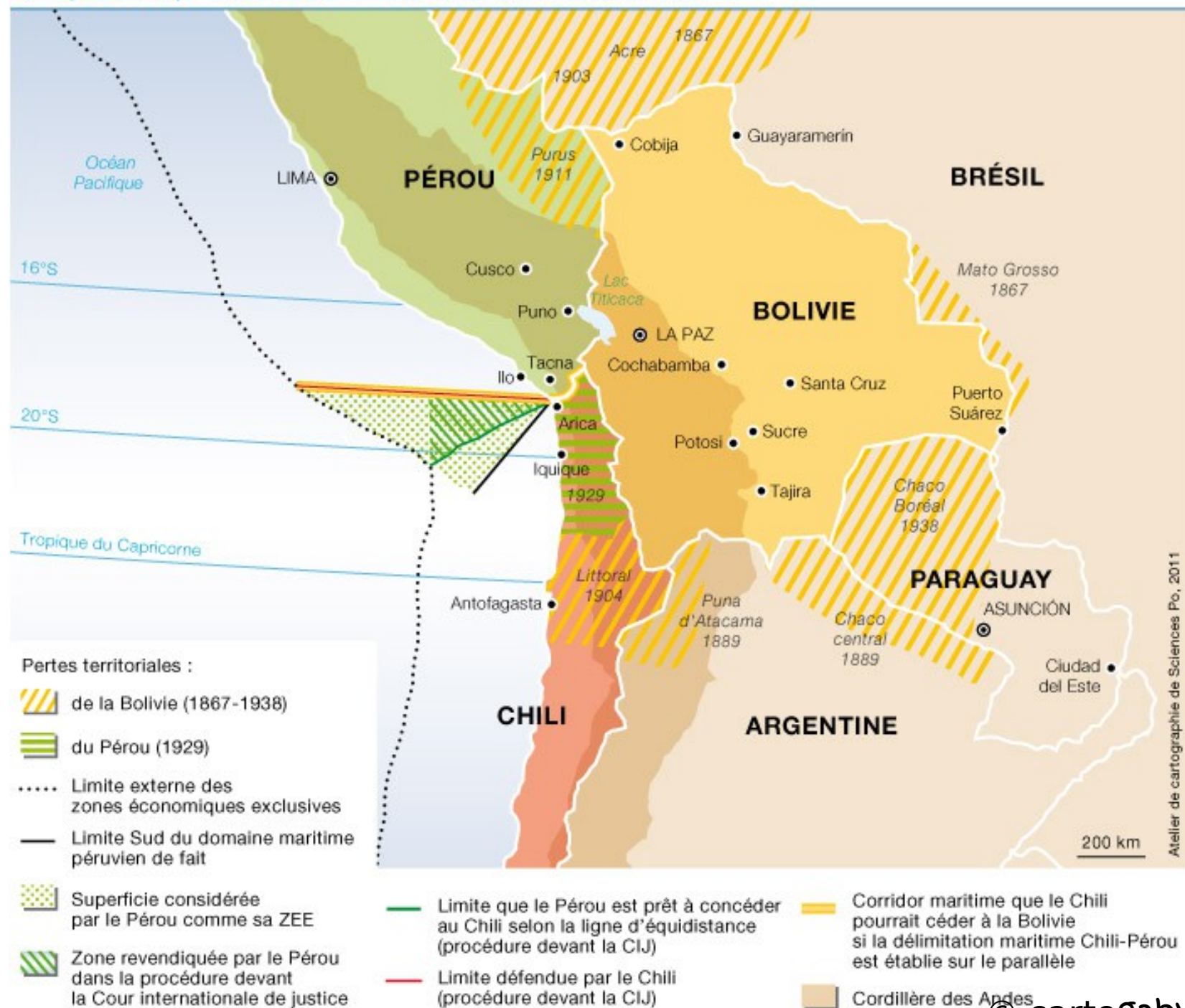
L'utilisation des parallèles de latitude pour établir une délimitation entre deux pays a été mise en avant dès la déclaration sur la zone maritime du 18 août 1952 faite par le Chili, l'Équateur et le Pérou. Les frontières maritimes du Pérou avec l'Équateur au nord, et avec le Chili au sud suivent donc le parallèle correspondant au point d'aboutissement sur la mer de la frontière terrestre. L'Équateur a conclu avec la Colombie un accord délimitant les zones marines et sous-marines respectives des deux pays reposant sur le même principe, en août 1975. Quito revendique en outre la possibilité d'étendre son plateau continental sur une ride située entre son territoire continental et les Galapagos.

Ce type de délimitation est possible lorsque la direction générale de la côte est relativement rectiligne ce qui n'est pas le cas au large du Pérou et du Chili. Un accord reposant sur la méthode de l'équidistance aurait été beaucoup plus avantageux pour le Pérou au nord et surtout au sud de son territoire. C'est pourquoi Lima considère que les accords de 1952 et 1954 ne concernaient que la gestion de la pêche et que la limite des juridictions avec le Chili, notamment celle du plateau continental, doit reposer sur la ligne d'équidistance. Santiago estime en revanche que les accords de 1952 et 1954 reposant sur le parallèle de latitude ont établi une délimitation unique. Le dépôt auprès des Nations Unies de cartes précisant l'étendue des eaux revendiquées par le Pérou a suscité une protestation chilienne, en juin 2007. La délimitation de cette frontière est d'autant plus délicate que la Bolivie, qui a cédé ses provinces maritimes au Chili à la suite de la guerre du Pacifique en 1879, revendique toujours un accès à l'océan. La Paz et Santiago n'ont plus de relations diplomatiques à la suite de la rupture des négociations portant sur cette question, en 1978 (voir carte page 17).

DÉLIMITATION MARITIME ENTRE LE CHILI ET LE PÉROU



Chili, Bolivie, Pérou : confins terrestres et maritimes



Sources : L. Perrier Bruslé et J.-C. Roux, Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie, entre mondialisation et souveraineté perdue, *Annales de géographie* n°630 mars-avril 2003 ; Journal officiel de l'État péruvien, *El Peruano*, 12 août 2007, www.elperuano.pe et D. Ortolland (dir.), *Atlas géopolitique des espaces maritimes*, Technip, Paris, 2010.

La Méditerranée orientale vue par la Turquie

Sur terre et en mer, Ankara tente de s'imposer sur les fronts économique, diplomatique et militaire

Ankara avance ses pions en Méditerranée...

- Sur terre**
 - Présence de l'armée turque ou de milices pro-turques
 - Combats meurtriers en 2019
 - Peuplement kurde
- En mer**
 - Frontières maritimes théoriques basées sur la limite d'équidistance
 - Eaux territoriales turques actuelles
 - Zone maritime de coopération négociée en 2019 par Ankara et le gouvernement de Tripoli
 - Présence d'hydrocarbures

... dans un espace qu'elle considère comme le sien...

- Empire ottoman, extension à son apogée (1683-1699)
- Zone maritime revendiquée par la Turquie

... au risque de bouleverser les équilibres géopolitiques

- En froid avec les anciens alliés occidentaux**
 - Base américaine et/ou de l'OTAN, dont la Turquie est membre depuis 1952
 - Union européenne : candidate à l'entrée dans l'UE depuis 1987, Ankara entretient avec Bruxelles une relation tendue
- Proche des pouvoirs sunnites conservateurs**
 - XX Gouvernement islamiste proche des Frères musulmans, dans la foulée des révoltes arabes
 - Gouvernement de Tripoli, soutenu par Ankara
 - Rébellion syrienne soutenue par la Turquie, dont une partie est sunnite conservatrice
- Opportuniste avec la Russie**
 - TurkStream, gazoduc russo-turc
 - EastMed, projet de gazoduc gréco-araméno-chypriote concurrent
 - Achat en 2019 du système antimissile russe S-400, concurrent du Patriot américain
- XX Pays en guerre où Moscou et Ankara s'imposent comme médiateurs tout en soutenant des forces opposées

CHRONOLOGIE

XII^e-XVII^e SIÈCLE, EXPANSION DE L'EMPIRE OTTOMAN

A son apogée, l'Empire ottoman voit la Méditerranée - Akdeniz, la « mer blanche » en turc - comme un espace d'expansion naturel et ancien son pouvoir sur ses rives orientales et méridionales.

XIX^e-XX^e SIÈCLE, DÉCLIN ET REPLI

À partir du XIX^e siècle, l'empire enchaine les pertes territoriales. Grand pendant de la première guerre mondiale, il est démantelé par le traité de Sévres (1920). En 1923, Atatürk décrète la fin de l'empire et fonde l'Etat turc moderne, qui désormais se repaie sur sa dimension continentale. Membre de l'OTAN dès 1952, la Turquie, qui cherche à se rapprocher de l'Europe, sert de pont entre l'Europe et l'Asie. Exception à cette posture de repli.

sa rivalité avec la Grèce a conduit à envahir le nord de Chypre en 1974, qui devient « République turque de Chypre du Nord » (RTCN) en 1983, reconnue par la seule Ankara.

2002-2011, « MODÈLE TURC » ET RÉVOLUTIONS ARABES

Arrivé au pouvoir en 2002, le Parti de la justice et du développement (AKP) de Recep Tayyip Erdoğan réinvente la Méditerranée au nom de l'héritage ottoman et grâce à une politique d'influence économique et culturelle, selon le principe de « zéro problème avec les voisins ». Lors des « printemps arabes » de 2011, la Turquie, conjuguait valeurs islamico-conservatrices, démocratie et modernité, et perçue comme un modèle alternatif aux pouvoirs déchu.

2011-2018, SOUTIEN AUX POUVOIRS SUNNITES CONSERVATEURS

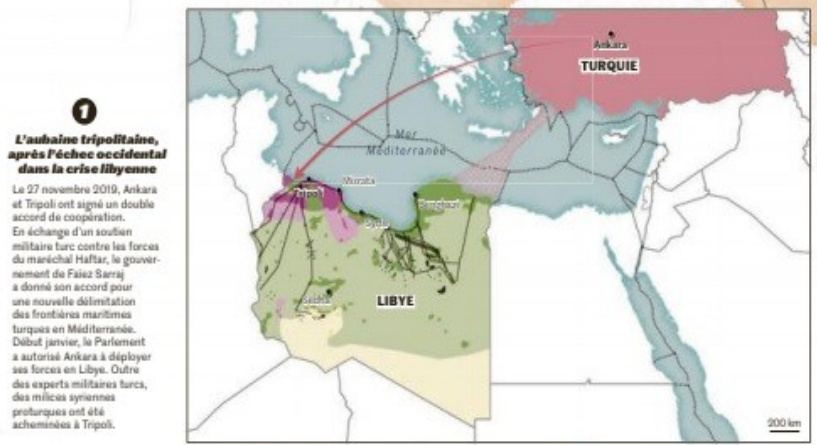
La Turquie soutient les nouveaux gouvernements proches des Frères musulmans en Tunisie et en Egypte et appuie en Syrie l'opposition face à Bachar Al-Assad. Son laxisme face à l'afflux de djihadistes en Syrie, la regression de sa coopération interne, place Talpin en soupçon.

2019-2020, ISOLEMENT ET INGÉRENCE

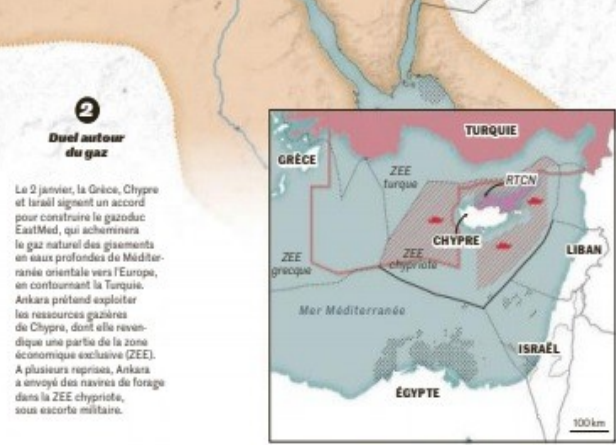
En froid avec la plupart des Etats de la région et avec ses alliés occidentaux, Erdogan est isolé en Méditerranée. Cela n'empêche pas son interventionnisme, notamment en Libye.

Sources : D. Ortolland, L.-P. Pinet, *Geopolitical Atlas of the Oceans*, Technip, 2017 ; *marineregions.com* ; I. Jaubour, « Le retour de la Turquie en Méditerranée », *Cahiers de la Méditerranée*, 2014 ; Parlement européen ; CSIS ; AFP, agence Anadolu, Le Monde

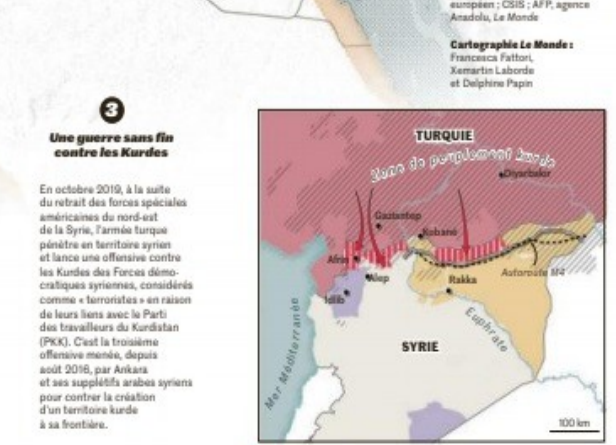
Cartographie Le Monde : Françoise Fattori, Ximénila Laborde et Delphine Pajon



- Zone tenue par...
 - le GAN (Faiez Sarraj), parrainé par l'ONU, soutenu par la Turquie et le Qatar
 - TANL (maréchal Haftar), soutenu par l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Egypte et la Russie
 - d'autres factions
- Zone de coopération maritime, négociée entre Tripoli et Ankara
- Frontières maritimes théoriques
- Envoi de milices syennes pro-turques
- Pipelines et hydrocarbures



- Le 2 janvier, la Grèce, Chypre et Israël signent un accord pour construire le gazoduc EastMed, qui schématiserait le gaz naturel des gisements en eaux profondes de Méditerranée orientale vers l'Europe, en contournant la Turquie. Ankara prétend exploiter les ressources gazières de Chypre, dont elle revendique une partie de la zone économique exclusive (ZEE). A plusieurs reprises, Ankara a envoyé des navires de forage dans la ZEE chypriote, sous escorte militaire.
- Champs d'hydrocarbures
- Zone économique exclusive (ZEE) théorique
- Frontière maritime officielle
- ZEE revendiquée par la Turquie
- Zone contestée à Chypre par la Turquie et la RTCN
- Envoi sous escorte militaire de navires de forage turcs en 2019



- En octobre 2019, à la suite du retrait des forces spéciales américaines du nord-est de la Syrie, l'armée turque pénètre en territoire syrien et lance une offensive contre les Kurdes des Forces démocratiques syennes, considérées comme « terroristes » en raison de leurs liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). C'est la troisième offensive menée, depuis août 2016, par Ankara et ses suppléants arabes syriens pour contrer la création d'un territoire kurde à sa frontière.
- Armée turque et ses suppléants syriens
- Rebelle syrien (influence turque)
- Forces arabo-kurdes
- Régime syrien
- Zone de sécurité voulue par Ankara, d'où les forces kurdes se sont retirées fin 2019
- Offensives turques (de 2016 à 2019)